



DOSSIER DE PRESSE

Inauguration
de la micro-crèche
de la maison d'arrêt
des femmes
de Fleury Méréogis

24 septembre 2019



Communiqué de presse

FLEURY-MÉROGIS : CRÉATION D'UNE MICRO-CRÈCHE AU SEIN DE LA MAISON D'ARRÊT DES FEMMES

« Une première en France qui s'inscrit dans l'intérêt supérieur et universel de l'Enfant ».

Une micro-crèche de dix places est mise en service au sein de la maison d'arrêt des femmes, fruit d'un actif partenariat pour un établissement unique en France.

Le Département de l'Essonne, la caisse d'Allocations familiales, le Centre communal d'action sociale (Ccas) de la ville de Fleury-Mérogis, la Maison d'arrêt, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip), l'Acepp 91 et le Secours catholique, inaugurent mardi 24 septembre 2019, la micro-crèche de la maison d'arrêt de Fleury Mérogis : premier Établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) de dix places en France.

Il s'agit d'une structure unique en France en milieu pénitentiaire qui fonctionne sur des modalités identiques à celles des Eaje au sein des communes, dans un environnement stimulant, sécurisé et adapté aux besoins des jeunes enfants.

Ainsi, **quatre professionnelles de la petite enfance** (une éducatrice de jeunes enfants et trois auxiliaires de puériculture) et **des agents du Ccas de la ville de Fleury-Mérogis**, assurent le fonctionnement de cette structure, **ouverte de 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi**.

Les acteurs engagés

- **Le Conseil départemental** : accompagnement dans la conception du projet micro-crèche et soutien financier annuel pour le fonctionnement de la micro-crèche.
- **La caisse d'Allocations familiales** : subvention pour la mise aux normes des locaux et financement du fonctionnement de la micro-crèche.
- **La mairie de Fleury-Mérogis** : le Ccas est le gestionnaire de la micro-crèche et l'employeur des quatre salariés (trois auxiliaires de puériculture et une éducatrice de jeunes enfants).

- **L'administration pénitentiaire** : la Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, le Spip de l'Essonne (soutien financier et mise à disposition de personnels), la Direction Interrégionale des services Pénitentiaires de Paris (participation au financement des travaux et maîtrise d'ouvrage).
- **Le Secours catholique / Caritas** : aide au paiement des factures pour les mères ne pouvant bénéficier des droits sociaux.
- **L'association Acepp 91** : accompagnement et soutien à la parentalité sous forme de réunions collectives et d'entretiens individuels.

La Maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis accueille des personnes détenues féminines soit en détention provisoire, soit en exécution de peine, pour un effectif théorique de 258 femmes. L'effectif constant se situe entre 260 et 280 femmes.

Elle dispose de plusieurs quartiers spécifiques : un Service médico-psychologique régional (Smpr) ; un quartier «mineures» accueillant les jeunes filles à partir de 13 ans jusqu'à leur majorité ; un quartier d'isolement ; un quartier «nursérie» accueillant les femmes enceintes à partir du sixième mois de grossesse et les femmes avec enfant jusqu'à leur 18 mois.

Présentation du public accueilli à la Maison d'arrêt des femmes

Le public est très cosmopolite. Les femmes détenues à la Maison d'arrêt ont des origines multiples. La nurserie accueille les femmes dès le sixième mois de grossesse. L'effectif théorique est de dix femmes enceintes et dix femmes avec enfant(s). Une cellule double permet d'accueillir une mère avec des jumeaux.

Les enfants des détenues, eux, ne le sont pas.

La présence des enfants auprès de leur mère incarcérée **ne doit pas faire oublier qu'eux-mêmes ne le sont pas**. Ils resteront cependant à leurs côtés jusqu'à leurs 18 mois.

Dans cette perspective, il est important, dans l'intérêt du développement de chacun des enfants, de veiller à préparer progressivement la séparation en offrant **un environnement de qualité et sécurisant**, à soutenir les mères dans l'exercice de leur autorité parentale.

Les enfants peuvent bénéficier d'activités d'éveil dans le cadre des projets municipaux. Les mères qui confieront leur enfant à la micro-crèche s'acquittent d'une participation financière. Elles peuvent répondre à leurs obligations carcérales et dégager du temps pour intégrer des activités de formation ou travailler afin de préparer leur réinsertion.



CONTACTS PRESSE

Laurent Courtois - Caf de l'Essonne
01 60 91 19 78 - laurent.courtois@cafevry.cnafmail.fr

Mathieu Cussot - Ville de Fleury-Mérogis
06 08 01 80 77 - cussot@mairie-fleury-merogis.fr

Shauna Grew - Département de l'Essonne
06 77 01 89 92 - sgrew@cd-essonne.fr

Marie Dormieu - Ministère de la Justice
01 46 15 93 33 - marie.dormieu@justice.fr

An abstract graphic design featuring several thick, overlapping rays or wedges that originate from a central point on the left side of the page. The rays are colored in a vibrant magenta and a light green. The background is a solid light gray. The text is positioned to the right of the central point, within the gray area.

Convention d'objectifs et de moyens

La présente convention cadre pluri-partenariale est conclue entre :

- ▶ Le Ministère de la Justice, représenté par Madame Nadine Picquet, Chef d'établissement MA-Fleury-Mérogis, dont le siège est situé 7 Avenue des Peupliers, 91700 Fleury-Mérogis,
- ▶ Le Centre communal d'action sociale de Fleury-Mérogis, représenté par Madame Aline Cabeza, sa Présidente, dont le siège est situé 12 Rue Roger Clavier, 91700 Fleury-Mérogis,
- ▶ Le Conseil Départemental de l'Essonne, représenté par Madame Dany Boyer, Conseillère départementale Déléguée à la Protection de la santé Maternelle et Infantile, dont le siège est situé Boulevard de France, 91000 Evry,
- ▶ Le caisse d'Allocations familiales de l'Essonne, représentée par Madame Christine Mansiet, Directeur, dont le siège est situé 5-6, Rue Prométhée, 91000 Evry,
- ▶ Le Service pénitentiaire d'insertion et de probation, représenté par Monsieur Franck Sassier, Directeur, dont le siège est situé 9 Rue Lafayette, 91814 Corbeil-Essonnes Cedex 91,
- ▶ Le Secours catholique, représenté par Madame Pascale Israël, Présidente, dont le siège est situé 56 Boulevard des Coquibus, BP 192, 91006 Evry Cedex,
- ▶ L'Association des Collectifs Enfants-Parents-Professionnels 91 représentée par Madame Perrine Lorentz, Coordonnatrice, dont le siège est situé c/o Udaf, 315 Square des Champs Elysées, 91004 Evry Cedex.

Préambule

Attachés à la qualité d'intervention auprès des familles et de leurs enfants, dans leur diversité, le Département de l'Essonne (Dpmis)¹, la Caisse d'allocations familiales de l'Essonne, le Centre communal d'action sociale de la ville de Fleury-Mérogis, le Service pénitentiaire d'insertion et de Probation, la direction de la Maison d'arrêt ont décidé, en partenariat, de créer une micro crèche, de 10 places, au sein de la Maison d'Arrêt des Femmes.

Les enfants dont les mères sont incarcérées peuvent rester à leurs côtés jusqu'à leurs 18 mois. Dans cette perspective, il est important, dans l'intérêt du développement de chacun des enfants, de ne pas oublier qu'eux-mêmes ne sont pas détenus, qu'il convient de respecter leur rythme, de leur permettre de s'épanouir, tout en favorisant leur autonomie et leur socialisation.

Du côté des mères, il s'agit de favoriser leur participation aux obligations carcérales qui leur incombent et de les accompagner dans l'exercice de leur parentalité, en contexte singulier. En outre, les mères qui confient leur enfant à la micro crèche pourront dégager du temps pour intégrer des activités de formation ou travailler afin de préparer leur réinsertion.

Les partenaires du secteur associatif, en l'occurrence l'Acepp 91² et le Secours catholique ont été sollicités et interviendront le premier en accompagnement à la parentalité et le second en soutien financier pour les mères détenues sans ressources.

¹ Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé

² Association des collectifs enfants parents professionnels

Article 2 : Les engagements transversaux du Ccas de Fleury-Mérogis

Le Centre communal d'action sociale de Fleury-Mérogis, par la signature de la présente convention, entend- en sus des engagements d'ores et déjà arrêtés au sein d'éventuels contrats tiers - honorer l'atteinte des ambitions et la réalisation des actions suivantes :

- Détacher, dans le cadre de la gestion quotidienne de l'équipement, des personnels qualifiés en nombre suffisant conformément aux attentes du Code de la santé publique relatives aux établissements d'accueil du jeune enfant,
- Editer les factures pour chacun des enfants accueillis par la micro crèche et assurer leur règlement, le cas échéant, pour les mères détenues sans ressources, solliciter le Secours Catholique,
- Inscrire les agents détachés, sans régime d'exception, aux formations thématiques dispensées par le Ministère de la Justice dans le cadre de l'intervention au sein du milieu carcéral.

Article 3 : Les engagements transversaux de l'association Acepp 91

L'Acepp 91, par la signature de la présente convention, entend- en sus des engagements d'ores et déjà arrêtés au sein d'éventuels contrats tiers - honorer l'atteinte des ambitions et la réalisation des actions suivantes :

- Inscrire le ou les intervenant(s) détaché(s), sans régime d'exception, aux formations thématiques dispensées par le Ministère de la Justice dans le cadre de l'intervention au sein du milieu carcéral,
- Assurer des interventions à caractère collectif, en concertation avec la maison d'arrêt des femmes, sur des actions de soutien à la parentalité à destination des mères détenues.

Article 4: Les engagements transversaux du Secours Catholique

Le Secours Catholique, par la signature de la présente convention, entend - en sus des engagements d'ores et déjà arrêtés au sein d'éventuels contrats tiers - honorer l'atteinte des ambitions et la réalisation de l'action suivante :

- Participer, sous forme d'aide financière individuelle, à la demande du Ccas de Fleury-Mérogis, au règlement des factures correspondant aux heures d'accueil en micro crèche des enfants dont les mères sont dépourvues de toutes ressources,
- Rencontrer les mères concernées pour leur apporter un accompagnement personnalisé ou un soutien moral.

- Procéder à l'ouverture de droits et verser la prestation de service unique au gestionnaire (66% du reste à charge plafonné),
- Désigner un service référent, en son sein, afin de faciliter la coopération avec le Spip dans la perspective d'examiner, si leur situation le permet, le recours aux droits aux prestations sociales des mères détenues dont les enfants sont accueillis en micro crèche,
- Apporter toute expertise et conseil pour le bon fonctionnement de la structure sur le champ relevant de la compétence de la Caf.

Article 7 : Engagements réciproques de l'ensemble des partenaires

Qu'ils soient ou non concernés par un ou plusieurs des engagements complémentaires renseignés ci-dessus, les différents partenaires signataires s'assurent de leur pleine compréhension de ces derniers et, incidemment, des effets de solidarité induits.

Ainsi, et ce afin de respecter l'équilibre partenarial et financier du projet, les divers acteurs mobilisés s'engagent à informer - préalablement à toute mise en œuvre effective - l'ensemble des signataires de la présente convention d'éventuelles modifications quant aux conditions de leur participation (avenant(s) aux conventions bilatérales, adaptation de la ligne stratégique de l'organisme...).

Article 8 : La gouvernance du dispositif

La gouvernance du dispositif s'organisera sur la base de deux instances : un comité technique et un comité de pilotage.

1) Comité de pilotage

Sa composition :

- **Pour l'administration pénitentiaire :**
 - le Directeur de la maison d'arrêt ou son représentant,
 - le Directeur du Spip.
- **Pour le gestionnaire :**
 - le Président du Ccas de la ville de Fleury ou son représentant.
- **Pour le département de l'Essonne :**
 - un élu du Conseil départemental,
 - un représentant de la Direction départementale de la Pmis.
- **Pour la Caf :**
 - le Directeur de la Caf ou son représentant,
 - un représentant de la direction de l'action sociale.
- **Pour le Secours catholique :**
 - la Présidente ou son représentant

Fait à Evry, le,

Le Représentant du Ministère de la Justice Nadine Picquet	La Présidente du Centre communal d'action sociale de Fleury-Mérogis Aline Cabeza
Le Directeur de la Caf de l'Essonne Christine Mansiet	Pour le Président du Conseil départemental de l'Essonne, La Conseillère départementale déléguée à la protection de la santé maternelle et infantile Dany Boyer
Le Directeur du Service pénitentiaire d'insertion et de probation Franck Sassier	La présidente du Secours catholique de l'Essonne Pascale Israël
Pour la Présidente de l'ACEPP 91, la Coordinatrice de l'association Perrine Lorentz	



Bilan d'activité 2018 - 2019

I - 1 - Maison d'arrêt des femmes (Maf)

La Maf est un quartier de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Elle accueille des personnes détenues en détention provisoire et en exécution de peine. La capacité d'accueil est de 258 places, l'effectif constant se situe entre 260 et 280 femmes.

Elle se distingue d'autres établissements pénitentiaires pour femmes car elle dispose de plusieurs quartiers spécifiques :

- Un service médico-psychologique régional.
- Un quartier pour mineures à partir de 13 ans jusqu'à leur majorité.
- Un quartier d'isolement.
- Un quartier *nurserie* qui accueille les femmes enceintes dès le 6^e mois de grossesse et les mères avec leur enfant jusqu'à leurs 18 mois.

Les femmes détenues à la Maf sont d'origines diverses et l'effectif à la nurserie représente environ 7 % de l'effectif de la Maf.

I - 2 - La nurserie

La capacité d'accueil de la nurserie est de 10 places pour les femmes enceintes et 10 places pour les mères avec leur enfant. Une cellule double permet d'accueillir une mère avec des jumeaux. Les femmes détenues accueillies à la nurserie sont souvent assez isolées sur le plan familial et le futur père ou le père est peu présent, voire totalement absent.

À la nurserie les mères bénéficient d'horaires d'ouverture de cellule différents de la détention classique, mais cela reste un régime « portes fermées ».

L'ouverture de la cellule se fait dès 8h00 pour une fermeture à 11h30.

La distribution des repas se déroule vers 12h00. L'après-midi l'ouverture s'effectue à 14h00 pour une fermeture à 17h30. Le repas est servi vers 18h00 le soir. Les enfants sont donc en cellule avec leur mère durant ce temps (18h00-20h00 et 11h30-14h00).

Avant octobre 2018, les femmes participaient peu aux activités scolaires et de réinsertion et la gestion des convocations à certains entretiens (judiciaires, médicaux...) est complexe, car elles doivent confier leur enfant à une autre mère de la nurserie.

Ce qui n'est pas sans entraîner :

- Des conditions de garde de l'enfant entre mères détenues, sans accompagnement.
- De l'insécurité sur les conditions de garde de l'enfant.
- Un lien de dépendance entre les mères, parfois source de conflits.
- Un lien fusionnel entre la mère et son enfant, compromettant le nécessaire travail de préparation à la sortie de l'enfant dès ses 18 mois.
- Un enfermement des enfants.

Jusqu'en 2017, sur la base d'une convention tripartite entre le Centre hospitalier sud-francilien, le Département et la Maison d'arrêt, les enfants et leurs mères incarcérées étaient pris en charge par l'équipe de l'Unité mobile mère-enfant (Umme) quatre jours par semaine au sein de la nurserie.

Enfin, deux à trois places d'accueil occasionnel pour les enfants étaient réservées sur la commune de Viry-Châtillon afin de proposer des sorties à l'extérieur aux enfants plus grands.

Par ailleurs, une équipe de la protection maternelle et infantile (Pmi) constituée d'un médecin, d'une puéricultrice et d'une auxiliaire de puériculture intervient deux fois par mois, sur place, pour prodiguer consultations médicales et actions de prévention à destination des mères et des enfants avec le centre de Pmi itinérant « le baladin ».

La dénonciation par le Centre hospitalier, en 2017, de cette convention a conduit la Maison d'arrêt (Maf) et le Département à entamer une réflexion sur la prise en charge des mères détenues et de leur enfant.

La caisse d'Allocations familiales (Caf) et la ville de Fleury-Mérogis ont très vite rejoint le groupe de travail lorsque le projet d'une micro-crèche s'est imposé.

En effet, ce dispositif permettait l'accueil des enfants et la possibilité pour leur mère de travailler où s'inscrire dans un projet d'insertion professionnelle au sein de la nurserie et répond au droit commun.

Un partenariat étroit a permis, au cours des comités techniques mensuels de suivi, depuis 2017, d'étoffer ce projet innovant qui n'existe, actuellement, dans aucune autre Maison d'arrêt.

Les effets attendus de l'accueil des enfants par des professionnels

La volonté conjointe de la Maf, du Département, de la Caf et de la ville de Fleury-Mérogis est d'aller au-delà de l'intention première de proposer un accueil de qualité eu égard à la particularité de cette micro-crèche.

Il s'agit d'élaborer une prise en charge la plus complète des mères et des enfants en termes d'accueil de la petite enfance, de soutien à la parentalité et d'accès aux droits.

II - 1 - Pour l'administration pénitentiaire

Les attendus sont :

- Professionnaliser l'accueil des enfants dans la perspective de favoriser, pour les mères, l'accès aux activités liées à l'insertion professionnelle, culturelles, sportives.
- Favoriser un accompagnement pour rassurer et conforter les mères dans l'exercice de leur parentalité et maintenir un climat serein, en particulier dans la perspective d'une séparation aux 18 mois de l'enfant.

II - 2 - Pour les professionnels et intervenants spécialisés

Les attendus sont :

- S'inscrire dans le cadre d'un accueil de qualité qui favorise les échanges avec les mères et le bien-être de l'enfant.
- Assurer une intervention liée à la prévention, notamment par des actions d'accompagnement à la parentalité.
- Proposer des sorties hors nurserie des enfants.
- Se rapprocher autant qu'il est possible du droit commun : gestion des personnels, faciliter l'accès aux droits des mères détenues.

II - 3 - Pour les mères détenues accompagnées de leur enfant

Les attendus sont :

- Bénéficier, pour leur enfant, d'un accueil professionnel et sécurisé et régulier.
- Participer à des interventions de professionnels spécialisés qui les accompagnent dans l'exercice de leur parentalité et favorisent le maintien du lien, y compris après la sortie de l'enfant à ses 18 mois (placement dans la famille d'origine ou en famille ou structure d'accueil).
- Se consacrer à des activités de formation, culturelles dans la perspective d'une réinsertion à leur sortie de détention.
- Prendre du temps pour elles, pour préparer leur sortie, pour évoluer en détention et effectuer leur détention "sereine".
- Se rendre aux divers entretiens inhérents à l'exécution de leur peine, hors la présence de l'enfant en confiant ce dernier à des professionnels de la petite enfance.

Le partenariat

La volonté affichée par l'ensemble des partenaires inscrits dans la réalisation de ce projet s'est d'abord concrétisée par la signature conjointe d'une convention (16 octobre 2018) qui a posé les engagements respectifs de chacun en termes d'ingénierie et de financement.

Le Département

L'ouverture de la micro-crèche est assujettie, comme tout établissement d'accueil du jeune enfant, à la délivrance d'un avis favorable du Président du Conseil départemental.

Au regard des caractéristiques spécifiques de cet établissement, le projet a fait l'objet d'un accompagnement tout particulier de la Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé (Pmis), et notamment en termes de :

- conception et organisation des locaux,
- organisation et fonctionnement,
- projet d'établissement,
- profil et expérience des professionnels.

Par ailleurs, le Département apporte à la micro-crèche l'attention particulière nécessaire à sa pérennisation, ainsi qu'au meilleur fonctionnement possible. Dans ce cadre, le Département s'est engagé à verser au Ccas de la ville de Fleury-Mérogis une subvention de fonctionnement correspondant au différentiel entre le coût de fonctionnement de l'Eaje et le montant des recettes (Caf + participation des familles), pour un montant maximum de 100 000 euros maximum par an.

Enfin, le Service territorialisé de Pmis du Territoire d'action départementale Centre met en œuvre des actions de prévention auprès des mères comme pour toute famille (vaccinations, accompagnement du lien, accompagnement éducatif, réponses aux questions, conseils nutritionnels, allaitement, recommandations autour du sommeil, de l'alimentation, de l'hygiène, des rythmes de vie et de l'éveil...).

À ce titre, il offre des consultations médicales de suivi des enfants à raison de deux fois par mois avec le centre de Pmi itinérant « *Les petits pas* ». Un accompagnement personnalisé est

également effectué par la puéricultrice une fois par semaine en fonction des besoins et des demandes des mères.

Au besoin, un accompagnement plus personnalisé est mis en place, notamment autour du projet de sortie de l'enfant avec les professionnels de chaque institution.

La Caf de l'Essonne

Pour le financement et l'ingénierie des dérogations ont été nécessaires, toutes acceptées par les Administrateurs de la Caf et la Cnaf :

- Pour l'investissement : autorisation de verser la subvention d'investissement à une administration d'État, en l'occurrence la Maison d'arrêt et de neutraliser certains critères liés, en particulier, au potentiel fiscal de la commune.
Montant de la subvention : 104 000 euros.
- Pour le fonctionnement :
 - Suppression de l'obligation d'ouvrir la structure à l'accueil des enfants autres que ceux accueillis au sein de la Maf.
 - Versement de la Psu au gestionnaire, en l'occurrence le Ccas de Fleury-Mérogis, même si les couches et les repas sont fournis par l'administration pénitentiaire comme elle en a l'obligation.
Les coûts seront valorisés dans le budget de fonctionnement.
 - Suppression du seuil d'exclusion lié aux frais de personnel dans la mesure où le public concerné impose des professionnels compétents et expérimentés (grille de salaire).
 - Prise en compte des ressources des mères au moment de l'inscription à la micro-crèche et non les ressources N-2 comme le prévoit la réglementation Psu.
 - Pour l'accès aux droits des mères dont la situation le permet : il s'agit de garantir aux mères incarcérées qui confient leur enfant à la micro-crèche, si leur situation administrative le permet, d'ouvrir leur droit aux prestations familiales. À ce titre un agent spécialisé Caf sera l'interlocuteur unique du travailleur social Spip pour l'étude des situations individuelles.

Par ailleurs, un accompagnement renforcé est mis en place auprès du gestionnaire afin d'analyser la fréquentation et le budget de la structure et d'évaluer au plus près les risques financiers pour maintenir la pérennité de la micro-crèche.

La ville de Fleury-Mérogis

La crèche est placée sous la responsabilité du Président du Ccas de la ville de Fleury-Mérogis.

Le Centre communal d'action sociale (Ccas) s'est engagé, par délibération, dès 2018, à assurer la gestion de l'activité et la gestion financière de cette structure, y compris le recrutement du personnel.

L'équipe est composée :

- D'une référente technique - Éducatrice de jeunes enfants (Eje) - elle s'assure de la collaboration des personnels et veille à l'application du règlement, elle travaille en relation avec le service territorialisé de Pmi et de santé dans l'intérêt des enfants.

- De trois auxiliaires de puériculture qui assurent l'accueil et la prise en charge de chaque enfant dans le respect des règles de confort, d'hygiène, de santé et de sécurité.
- D'une psychologue (en cours de recrutement), interviendra 2 heures par semaine auprès de l'équipe pour soutenir le travail de réflexion et d'analyse de pratiques professionnelles.

L'ensemble de l'équipe est tenu de respecter et faire respecter le règlement de fonctionnement pour le bon déroulement des accueils et des activités réalisés dans le cadre de la micro-crèche.

La Ville met également à disposition de la micro-crèche de la Maf, comme elle le fait pour ses Établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje), les équipements sportifs et culturels municipaux : médiathèque, gymnase... et la participation aux activités d'éveil : animations, spectacles...

L'administration pénitentiaire :

La Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris a assuré la maîtrise d'ouvrage des travaux et apporté un financement de 188 00 euros.

Le Service de probation et d'insertion professionnelle (Spip)

Il accompagnera, dès le dernier trimestre 2019, les mères dans le cadre de la lutte contre le non recours au droit en lien avec les services de la Caf de l'Essonne.
Une assistante sociale a été recrutée à cet effet.

La Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis

Elle assure la mise à disposition et la gestion des locaux. Elle fournit au quotidien les repas et le matériel de puériculture

L'association des collectifs enfants parents professionnels (Acepp) de l'Essonne

L'Acepp91 intervient, sur des temps dédiés, auprès des mères pour assurer un accompagnement à la parentalité.

Cette intervention sera financée par la Caf de l'Essonne à hauteur de 80 % dans le cadre du dispositif fonds publics et territoires au titre des actions innovantes, complété par un financement du Spip91.

L'Acepp91 a recruté, dès novembre 2018, une professionnelle dédiée exclusivement à cette mission, présente 3h00 par semaine (chaque lundi après-midi) au sein de la nurserie, elle assure l'animation de groupes de parole et d'ateliers divers pour les mères et futures mères détenues.

Ces interventions, qui réunissent les mères autour d'une activité ou d'une thématique spécifique leur permet, dans un climat serein et bienveillant, de verbaliser les questionnements et angoisses liées à leur maternité.

En lien étroit avec les différents acteurs de la nurserie, surveillantes pénitentiaires et professionnelles de la micro-crèche notamment, un temps de transmission est nécessaire avant chaque intervention, afin de cibler les thèmes à mettre en avant, les difficultés

rencontrées sur la semaine précédente, les problématiques liées aux enfants ou encore les points de vigilance sur les relations entre les détenues.

Une rencontre réunissant l'ensemble des professionnels œuvrant à la nurserie a lieu chaque mois.

Le Secours catholique

Le Secours catholique prendra en charge les factures non honorées par les mères sans ressources (dites indigentes).

Le fonctionnement

Accueil des enfants

Les enfants (depuis la sortie de la maternité jusqu'à l'âge de 18 mois) sont accueillis au sein de la micro-crèche, entre 7h30 et 17h00, du lundi au vendredi, sur la base d'un contrat selon les besoins exprimés par chaque mère.

A l'instar de tout Eaje, l'équipe de la micro-crèche est à l'écoute des mères et des relations de confiance s'installent. Ces relations qui s'établissent au quotidien garantissent une continuité et une cohérence en lien avec l'intérêt supérieur des enfants.

Les conseils en matière de puériculture, d'éducation à la santé sont proposés autant que besoin, et font partie intégrante de l'accompagnement des mères.

Un travail d'équipe élargi s'est mis en place avec les surveillantes qui côtoient les détenues au quotidien et avec lesquelles l'équipe de la micro-crèche partage les observations sur chaque mère et leur enfant afin d'être au plus proche de leurs besoins pour un accompagnement soutenant et encadrant.

En complément de l'accueil en micro-crèche pour leurs enfants, les mères bénéficient de l'intervention de l'Acepp91, dans le cadre d'un accompagnement collectif en matière de soutien à la parentalité, et de celle de la PMIS en accompagnement individuel en matière de prévention et de soutien à la parentalité.

Les détenues différencient très bien les rôles de chaque professionnelle et n'ont pas les mêmes échanges avec chacune.

Cette diversité d'approche des intervenants permet aux mères détenues de bénéficier d'une réponse adaptée en fonction de leurs questions, leurs difficultés, leurs besoins. Ce qui implique pour l'ensemble des professionnels d'avoir une communication d'équipe riche et complète, pour tenir un discours cohérent dans les propositions d'accompagnement.

Une journée type à la crèche

À 7h30, l'équipe accueille les enfants dont les mères travaillent ; ils vont rester au minimum jusqu'à 13h30. D'autres enfants peuvent arriver en cours de matinée si leur mère se rend à une activité sportive ou culturelle ou à un temps scolaire.

Ces temps d'activités se poursuivent ensuite sur l'après-midi. Ils sont contractualisés.

À la demande de l'Administration pénitentiaire et si le taux d'encadrement le permet des enfants sont également accueillis ponctuellement de façon imprévue (rendez-vous avec les avocats, avec le Spip, ou médical...).

L'un des objectifs de ce projet est aussi de faire découvrir le monde extérieur aux enfants dans la perspective de la préparation à la séparation.

L'équipe de la micro-crèche commence la mise en place de sorties avec les enfants grâce au véhicule mis à disposition par le Centre pénitentiaire.

L'équipe respecte au maximum le rythme de vie et les besoins de chaque enfant grâce aux informations communiquées par les mères.

Des événements marquants jalonnent aussi le temps d'accueil des enfants à la micro-crèche (anniversaire, fête de fin d'année, sortie d'un enfant).

Autant d'occasions d'échanges plus informels entre mères et professionnelles, qui renforcent le lien de confiance.

- La période d'adaptation ne s'envisage pas comme dans une crèche traditionnelle. L'équipe accueille les enfants dès leurs premiers jours (un contrat d'accueil est établi dès le retour de la maternité) et l'équipe apprend à les connaître en même temps que leur mère. Les enfants sont accueillis ponctuellement sur de courtes périodes. C'est grâce aux temps d'échanges et aux rencontres quasi journalières que l'équipe apprend à connaître chaque enfant.

Vers l'âge d'un mois, lorsque le premier contrat horaire de 3h00 minimum est établi, l'équipe prend un temps d'échange un peu plus formel afin de préciser des informations sur l'évolution de l'enfant, tout en réexpliquant le projet d'accueil et le règlement de fonctionnement.

- Liaison avec la famille :
 - Le dialogue entre les mères et l'équipe, au moment des arrivées et départs de l'enfant permettent de limiter les ruptures de la vie quotidienne et favorisent l'intégration de l'enfant.
 - Un cahier de transmissions permet également de partager anecdotes, observations autour de l'enfant, son développement, ses progrès au sein de la micro-crèche.
 - Les activités collectives et les informations générales de l'établissement peuvent faire l'objet d'un affichage à destination des mères.

Fréquentation de la micro-crèche

Ouverture de la structure depuis mi-septembre 2018. Un temps nécessaire d'adaptation pour les enfants, l'équipe, les mères et le personnel pénitentiaire était nécessaire.

Le suivi de la fréquentation n'a donc été effectué qu'à partir de janvier 2019.

En 2019, la structure sera ouverte 200 jours avec une amplitude journalière de 9h30 et 44 jours avec une amplitude journalière de 7h00 (période estivale).

Le gestionnaire, en l'occurrence le Ccas de Fleury-Merogis, prend en charge la masse salariale.

Pour 2019, 155 000 euros de charges sont prévus :

- le Département s'est engagé à soutenir la structure à hauteur de 100 000 euros maximum,
- la Caf finance au titre de la Prestation de service unique (Psu) en fonction du taux de fréquentation : 40 000 euros d'acompte versé pour 2019,
- le Ministère s'est engagé à verser un maximum de 15 000 euros par an en cas de reste à charge.

Les impacts après un an d'activité

➤ Pour la Caf :

- Une structure qui répond aux mêmes normes et aux mêmes besoins que celles de droit commun : qualité de l'accueil pour les enfants et possibilité pour les mères détenues de disposer du temps nécessaire pour s'impliquer dans un projet de formation, de participation à des ateliers de travail ou occupationnels (loisirs...) afin de préparer leur réinsertion.
- Un taux de fréquentation, tout à fait honorable au regard du contexte, qui avoisinent les 48 % démontrant ainsi l'intérêt des mères pour cette offre de service.
- La possibilité de mettre en place une offre de lutte contre le non recours aux droits, en particulier pour les mères dont la situation administrative permet une ouverture des droits, en particulier des prestations familiales, en lien avec un travailleur social du Spip.

➤ Pour l'Acepp91 :

- Le lien de confiance instauré avec ces mères a rapidement permis de mettre en avant un important sentiment de culpabilité de devoir « imposer » cette vie en détention à leurs enfants.
La démarche d'accompagnement à la parentalité, en dépit de tout jugement sur leur situation, a permis de les apaiser et les rassurer sur leurs capacités de mères.
- La cohésion entre les détenues, au départ très vigilantes et méfiantes sur ce qui était accordé à chacune (temps de parole, etc.), s'est améliorée compte-tenu de la nécessité de collaborer au cours d'ateliers concrets (manuels, potager, etc.).
- Si la population de femmes accueillies (âge, passé, motif d'incarcération) change fréquemment et que la vigilance doit être maintenue, les enjeux interpersonnels sont toutefois moins présents, et la sérénité prend, peu à peu, davantage de place dans le quotidien à la nurserie, remettant ainsi le bien-être de l'enfant au centre de l'attention et des échanges entre les mères.

➤ Pour le Département :

- La mise en place d'un accueil de qualité pour les enfants, comme pour tous les enfants sur le territoire essonnien, dans des locaux adaptés.
- Des interventions de prévention et d'accompagnement à la parentalité ciblées.
- Un apaisement des relations interprofessionnelles autour des enfants, avec clarification des places de chacun des acteurs et mise en place de réunions régulières.

Les sorties hors nurserie des enfants sont en cours de réalisation

➤ Pour l'Administration pénitentiaire :

- Une détention plus apaisée, moins de conflits avec les mères.
- Des relations avec les personnes détenues plus formalisées, en dehors de la présence de leur enfant pour préparer leur sortie, l'après-détention.
- Une responsabilisation des mères, car elles participent au paiement du prix de journée.
- Le travail de séparation entre la mère et l'enfant permettant d'anticiper la sortie des femmes qui peuvent participer au travail, aux activités socio culturelles.



ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

